

EXPULSIONS DE BIDONVILLES ET SQUATS : LE DISCOURS ET LES ACTES

Paris, le 18 mars 2019

Aujourd'hui, les 48 associations et collectifs du CNDH Romeurope publient les chiffres sur les expulsions collectives de squats et bidonvilles, occupés par des personnes originaires d'Europe de l'Est, Roms ou perçues comme telles. En France, en 2018, 9 688 personnes ont été expulsées de 171 lieux de vie différents. Si le nombre de personnes expulsées est en légère baisse, le nombre d'opérations d'expulsion a explosé (+45%), preuve de la « fragmentation » de ces lieux de vie par les expulsions répétées.

Le « en même temps » appliqué aux bidonvilles : un discours volontariste mais des expulsions qui cassent la dynamique de résorption

Si sur le papier, le discours du Président et du Gouvernement va dans le sens d'une réelle politique globale de résorption des bidonvilles, actuellement les actes et les paroles s'opposent.

En effet, d'une part **le chef de l'Etat déclarait en septembre dernier vouloir résorber les bidonvilles**, après la signature par 8 ministres de l'instruction du 25 janvier 2018 qui précisait qu'« *Il s'agit de dépasser l'approche centrée sur les évacuations et d'inscrire l'intervention publique dans une dimension plus large, depuis l'implantation du campement jusqu'à sa disparition (...)* ». Nous avons salué la démarche portée par la DIHAL et qui a fixé un objectif clair de résorption des bidonvilles, par l'insertion des personnes et leur accès au logement.

Et dans le même temps les **Préfets continuent de procéder sans réserve à des expulsions, brisant la dynamique d'insertion. Ceci y compris en pleine trêve hivernale, suite à des demandes des propriétaires et des mairies**, comme à Vigneux (91) le 8 mars dernier où 50 familles ont été expulsées et seulement 6 mises à l'abri temporairement à l'hôtel. Le préfet a pourtant le pouvoir de décaler dans le temps ces opérations pour **trouver des solutions concertées et dignes pour les habitants, comme le préconise l'instruction du 25 janvier 2018**.

Au moins **8 189 personnes (soit près de 85 %) n'ont eu aucune proposition de mise à l'abri, d'hébergement ou de relogement suite à leur expulsion en 2018**. Les conséquences sont dramatiques pour ces personnes : retour à la rue, errance et reformation d'un autre bidonville, plus petit, plus isolé, plus fragile. **Une façon indigne de multiplier et de faire perdurer les bidonvilles plutôt que de les faire « disparaître »**.

La région parisienne, championne de France des expulsions

L'accélération des expulsions est particulièrement notable à **la fin de l'année scolaire (juillet) et peu avant le début de la trêve hivernale (octobre)**. Sans surprise, c'est en **Ile-de-France** que les expulsions sont les plus nombreuses : en 2018, on comptabilise 79 expulsions mettant à la rue au moins 6 132 femmes, hommes et enfants (63 % du total des personnes expulsées). C'est ensuite dans les **Pays de la Loire** (905 personnes) et en **Auvergne-Rhône Alpes** (885 personnes) que le nombre de personnes expulsées est le plus élevé.

Des solutions alternatives à l'expulsion existent

Certains territoires, qu'il faut saluer, démontrent que des solutions alternatives à l'expulsion sont possibles. Cependant elles restent trop peu nombreuses et les projets sont souvent sous-

dimensionnés par rapport aux besoins des territoires. Des solutions stables ont ainsi été proposées aux habitants de bidonvilles à Haubourdin (59), Saint Denis (93), Toulouse (31), Ivry (94), Villeurbanne (69), Montpellier (34) etc. Ces opérations sont d'autant plus réussies lorsqu'elles sont **concertées en amont avec les personnes concernées et les associations**, en application de l'instruction du 25 janvier 2018.

Nous appelons le Président de la République et le Gouvernement à respecter leurs engagements afin d'inverser cette tendance dramatique des expulsions. Il est grand temps de les remplacer par des opérations de résorption avec des propositions de relogement stable, adaptées aux besoins et qui impliquent dès le départ les personnes concernées et les associations.

CONTACT PRESSE : Manon Fillonneau - 06 68 43 15 15

manon.fillonneau@romeurope.org

Twitter : @CNDH_Romeurope

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Associations nationales

ATD Quart-Monde - CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) - La Cimade - FNASAT-Gens du voyage - Ligue des Droits de l'Homme - Médecins du Monde - MRAP - Première Urgence Internationale - Secours Catholique-Caritas France - UJFP

Associations locales

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) - AREA (Association Recherche Education Action) - Acina (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) - ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) - AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) - ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs) - ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) - ASET 93 (Aide à la Scolarisation et Education pour Tous) - Association Solidarité Roms de Saint-Etienne - CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) - ECODROM - EURROM - Habitat-Cité - Hors la Rue - Insertion Famille Rom de Moulin Galant (IFRM) - Latcho Divano - L'école au Présent - Les bâtisseurs de cabanes - Les Enfants du Canal - Rencontres tsiganes - Roms Action - Rom Réussite - Système B comme Bidonville - Une famille un toit 44

Collectifs

Collectif Roms de Gardanne (13) - Collectif Solidarité Roms Toulouse (31) - Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44) - Collectif solidarité Roms Lille Métropole (59) - Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais (59/62) - Collectif RomParis (75) - Collectif Romeurope du Val Maubuée (77) - Collectif Romeurope Centre 77 - Collectif Romyvelines (78) - Collectif Romeurope Antony (92) - Collectif Romeurope 93 - Collectif Romeurope 94 - Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95) - Collectif de soutien aux roumains d'Ivry (94)

www.romeurope.org

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
59 rue de l'Ourcq, 75019, Paris

T : 01 40 35 00 04 • 06 35 52 85 46

www.romeurope.org



@CNDHRomeurope



@CNDH_Romeurope